

"Robert Schuman, l'homme de la réconciliation franco-allemande" dans Sie und Er (19 mai 1950)

Légende: Le 19 mai 1950, le périodique suisse Sie und Er dresse un portrait élogieux du ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman, qui le 9 mai 1950 a invité l'Allemagne et d'autres États européens intéressés à placer leur production de charbon et d'acier sous le contrôle d'une institution supranationale européenne.

Source: Sie und Er. 19.05.1950. Schweiz. "Robert Schuman, der Mann der deutsch-französischen Versöhnung", auteur:F.P.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/robert_schuman_l_homme_de_la_reconciliation_franco_allemande_dans_sie_und_er_19_mai_1950-fr-f82a90ba-1805-40b0-a6b2-eb45e3b96ef6.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Robert Schuman, l'homme de la réconciliation franco-allemande

D'officier prussien à grand homme d'État européen, après un détour par la résistance française

On a de Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, l'image d'un homme sobre, maigre, chauve, lucide, sérieux sans être pour autant dépourvu d'humour, incorruptible, travailleur, profondément religieux, quelque peu courbé. Il ne correspond pas exactement à l'idée qu'on se fait d'un homme d'État français. Son français laisse même un peu à désirer. C'est qu'il est de langue maternelle allemande et – contrairement à la majorité de ses compatriotes – il n'a absolument aucun sens musical. Célibataire endurci, il avoue volontiers que les femmes l'intimident. Sous la troisième République, Schuman n'aurait eu aucune chance. Le rôle capital qu'on lui reconnaît aujourd'hui montre la mutation qu'a subie la France et l'humilité qui est désormais la sienne.

L'homme n'est pas un irréductible à la Poincaré, il n'a pas l'éclat d'un Briand, il ne cultive pas l'esthétisme et la roublardise d'un Blum. Il n'est pas corrompu comme tant de ministres de la troisième République. Il n'a pas la magnificence et l'inflexibilité d'un de Gaulle, ni la vivacité d'esprit de son ami politique et compagnon de résistance Bidault. C'est un honnête homme, sans plus. Il est rare et bienfaisant de voir un homme politique renonçant ainsi à user de supercheries et à faire des manières – et pas seulement dans le paysage politique français.

C'est sans doute pour toutes ces raisons que Robert Schuman n'a été découvert que très tard, à savoir quand toutes les autres personnalités de la politique française se furent brûlé les ailes. Il devient président du Conseil pour la première fois en 1947, à l'âge de 61 ans. Ce qui le caractérise alors? On ne sait rien de lui. Aujourd'hui encore, à l'heure où cet homme travailleur et sans artifices est devenu l'un des plus grands hommes d'État au monde, il reste encore l'un des hommes politiques les plus méconnus.

Robert Schuman naît en 1886, avec la nationalité allemande. À l'époque, sa patrie lorraine est en effet encore territoire allemand. Mais la famille Schuman fait partie de ces Lorrains qui, après l'annexion de l'Alsace-Lorraine par Bismarck, sont restés Français de cœur et qui ont donc provisoirement émigré vers le Luxembourg, où le jeune Schuman voit d'ailleurs le jour. En dépit de ses attaches françaises, c'est en allemand que grandit le jeune homme. Il passe son bac, son «Abitur», au Metzger Gymnasium. L'un de ses professeurs se souvient de lui comme d'un élève courageux mais dépourvu d'imagination: «Ce jeune homme écrira une encyclopédie plus tard.»

Il étudie le droit à Bonn, à Munich et à Berlin, avant de faire son doctorat à la Sorbonne, tradition familiale oblige. Il s'établit comme avocat à Metz. Au cours de la première Guerre mondiale, il remplit fidèlement son devoir vis-à-vis de son pays, et sert en tant qu'officier de réserve prussien – un épisode que les communistes français mettront abondamment à profit pour tenter de l'affaiblir.

En 1919, après le retour de la Lorraine dans le giron français, Robert Schuman est élu député de la ville de Metz et représentant du groupe catholique «Démocrates Populaires» à l'Assemblée nationale. Il siègera dans ce parlement en pleine évolution pendant plusieurs décennies, jouant un rôle discret. Paul Reynaud, homme d'initiative, sera le premier à le découvrir, dans la situation catastrophique de l'immédiat après-guerre. En mars 1940, il en fera son sous-secrétaire d'État aux réfugiés. La débâcle militaire mettra un terme à ce début de carrière après quelques semaines seulement.

C'est en tant que simple particulier que Robert Schuman retourne à son cabinet de Metz, où il est rapidement arrêté par la Gestapo. «La captivité», comme il le dira plus tard, «ne m'a pas laissé de mauvais souvenirs. J'y ai trouvé le temps de méditer.» Les Allemands l'invitent à collaborer, sous la menace. Sa réponse sera la suivante : «Un camp de concentration ne constitue pas un argument.»

Doté d'un grand sang froid, Robert Schuman parvient, déguisé en instituteur (ce qui n'a pas dû lui être bien difficile!), à tromper la vigilance de ses geôliers et à fuir en zone libre, dans le Sud de la France. Il s'y cache quelque temps dans des monastères, avant de prendre rapidement contact avec la résistance. Il tient des réunions secrètes et, une nuit, dans la crypte d'une église lyonnaise, déclare devant l'Évêque de Metz et

1500 réfugiés lorrains: «Hitler est perdu! Vous pouvez en être sûrs!» Des propos qui ne manqueront pas de revenir aux oreilles de la Gestapo, qui met sa tête à prix. Et à quel prix!

Après la libération, il fonde, avec Bidault, Maurice Schumann et Francisque Gay, le M.R.P., parti populaire catholique. Mais son heure n'est pas encore venue. Dans l'immédiat après-guerre, l'euphorie de la libération ne laisse pas grand place à un Lorrain d'une grande sobriété. Sans compter que tous sont plongés dans l'ombre de De Gaulle, aux côtés duquel on retrouve des hommes comme Bidault et le propagandiste de la résistance Maurice Schumann, très populaire pendant la guerre.

En 1946, Robert Schuman devient ministre des finances. À ce titre, il se voit confier la mission ingrate de remettre de l'ordre dans les finances chaotiques de l'État et d'endiguer l'inflation. Lui qui croit aux bienfaits de l'économie libérale doit, sans se soucier le moins du monde de sa popularité, prendre des mesures draconiennes pour faire baisser les prix et freiner la hausse des salaires. Pour ce faire, il se contentera de suivre son bon sens et sa conscience patriotique. À l'époque, beaucoup doutent encore de son avenir politique. Mais la considération dont il jouit s'étoffe mois après mois. Aujourd'hui, il ne se trouve en France aucun honnête homme qui n'ait pour lui une estime sincère.

Pourtant, ce n'est que depuis qu'il gouverne la politique étrangère de la France qu'il a réellement acquis son statut d'homme d'État, apprécié du monde entier. Lui, l'ancien officier prussien, le patriote français qui a fait ses preuves, le catholique profondément croyant, qui se préoccupe si peu de la popularité, a engagé la politique étrangère de son pays sur une voie qui, du temps de son compatriote lorrain Poincaré, ou de Briand, aurait encore été impensable. Du temps de Poincaré, la France était encore une grande puissance, et l'Allemagne était son ennemie vaincue. Il régnait alors entre les deux pays une profonde méfiance, qui laissait tout au plus la place à un arrangement, sans qu'il puisse être question d'une réelle réconciliation.

Aujourd'hui, les choses ont changé. Ni l'Allemagne ni la France ne peuvent plus se targuer d'être des puissances mondiales. Aucune des deux ne peut plus, d'elle-même, mettre la paix en péril en s'opposant aux deux géants que sont les États-Unis et la Russie, ni même menacer son voisin. Les Français les plus clairvoyants l'avaient annoncé dans les jours qui ont suivi la défaite de l'Allemagne, conscients que seul un espace européen uni pourrait avoir une chance, même infime, de jouer encore un rôle sur la scène internationale.

Mais tous les Français n'ont pas été aussi visionnaires. Pendant quelque temps encore, Paris a poursuivi une politique des apparences, se comportant comme si la France avait encore voix au chapitre. Robert Schuman a été le premier homme d'État à oser rompre avec cette politique. C'est lui qui, le premier, a affirmé que la France devait se faire à un «climat psychologique de la baisse». Il a tranché avec les illusions et montré au pays la voie pour renouer avec la réalité, aussi misérable soit-elle. L'histoire de France s'est écrite entre Richelieu et Schuman, en passant par Poincaré. À l'époque de Richelieu, la division de l'Allemagne faisait la grandeur de la France. À l'époque de Poincaré, la faiblesse de l'Allemagne était garante de la sécurité de la France. Robert Schuman a su voir qu'à son époque, une union entre France et Allemagne renforcerait les deux partenaires. Aujourd'hui, l'homme qui a fait de cette réconciliation la pierre angulaire de sa politique relève un nouveau défi, celui de fondre l'économie des deux pays – puisse-t-il voir la réalisation de cette mission historique. Et c'est à ce titre que Robert Schuman entrera dans l'histoire d'Europe.

F. P.